



27-06-2013

Leur « dialogue social », on sait où ça mène

La « conférence sociale » annoncée depuis longtemps par la propagande gouvernementale comme un nouveau moment « historique » (après l'ANI), a révélé toute la nocivité du « dialogue social » avec les représentants du capital.

A chaque étape, chaque rencontre, chaque réunion, ce sont des reculs sociaux qui sont annoncés.

Les centrales syndicales sont particulièrement responsables de cette situation. Elles entretiennent l'illusion qu'il suffirait de se mettre autour d'une table avec les patrons pour obtenir des avancées sur les revendications. Elles savent que l'histoire sociale d'un pays ne se construit pas de cette façon mais elles ont fait le choix politique d'abandonner le terrain des luttes et de privilégier le « dialogue social ».

Il suffit de lire les déclarations des uns et des autres pour s'en convaincre. Th. Lepaon, secrétaire national de la CGT est de plus en plus clair : « Nous avons demandé au président (Hollande) qu'on puisse avoir un observatoire dans notre pays pour qu'on puisse mesurer quelle est la part des richesses créées qui va à l'investissement, celle qui va aux salaires et celle qui va à la rémunération du capital ». Le pouvoir d'achat dégringole et Th. Lepaon demande... Un observatoire !

On remarquera que la rémunération du capital est un des objectifs poursuivis par la CGT dans sa recherche de « partage des richesses ». Elle le confirme d'ailleurs en demandant (encore !!) « la création d'un cadre législatif qui contraigne l'entreprise à examiner les solutions alternatives qui permettent un meilleur résultat social en cas de licenciement ».

On est en plein dans la gestion des mesures prises par les patrons ! L'association des termes licenciement et social est l'équivalent de l'association capital-travail.

Aujourd'hui on discute, on parade, on dialogue avec le capital et ses défenseurs. Les résultats sont là : les reculs sociaux s'accumulent au fil des rencontres.

Lepaon ignore volontairement le rôle irremplaçable des luttes et leur efficacité. Il ignore volontairement l'histoire sociale de notre pays, les conquêtes, les avancées obtenues de haute lutte depuis la création de la CGT.

L. Berger, secrétaire de la CFDT est encore plus clair : « La conférence sociale est un rendez-vous utile... » Il ne faut pas laisser la place à ceux qui cherchent

des boucs émissaires, des coupables et à faire en sorte que la société implose ».

En d'autres termes le capital n'est en rien coupable de la situation, il faut donc le préserver en évitant toute « implosion ». Une grande grève nationale par exemple qui obligerait les patrons et le gouvernement à augmenter les salaires et les pensions. A trop vouloir démontrer sa « neutralité » le dirigeant de la CFDT s'enfonce dans l'explication de ses choix politiques au service du patronat ;

Après la conférence sociale des 20 et 21 Juin, une nouvelle rencontre est prévue les 4 et 5 Juillet. POUR QUOI FAIRE ?

Le gouvernement a annoncé la couleur : rien sur les salaires alors que le pouvoir d'achat a baissé de 0,9% en 2012, rien sur l'emploi, nouveaux reculs sur la retraite et les pensions.

Les 4 et 5 Juillet c'est uniquement le niveau des reculs qui va être décidé avec la complicité des dirigeants syndicaux. Rien d'étonnant si d'ici-là, aucune initiative d'action n'est prévue par les centrales syndicales.

Lepaon annonce une journée d'action le 15 Septembre alors que c'est ce jour-là que le rapport sur la conférence sociale sera remis au gouvernement et que tout sera bouclé.

Il faut agir tout de suite. Pas de temps à perdre pour organiser les luttes, les coordonner.

Dans les départements, dans les entreprises, dans les fédérations des militants, des responsables de la CGT de plus en plus nombreux expriment leur exigence que la CGT prenne des décisions pour développer l'action des salariés au niveau exigé par l'urgence de la situation. Dans un tract, la CGT de Renault Cléon appelle à la convergence des lutte et dénonce « le dialogue social », au congrès de l'UD CGT de la Meuse, des syndicats expriment la nécessité d'un syndicalisme de classe et la lutte comme seule voie possible, la C.E. de la fédération CGT de la Chimie demande la mise en place d'un plan d'action pour toute la CGT avec la décision dès maintenant d'une action nationale avec grèves et manifestations sur les enjeux.

Le mécontentement est profond, contrôleurs aériens, cheminots, postiers, enseignants, travailleurs de l'industrie, partout il y a des luttes. Il faut les encourager, dire stop au « dialogue social » et répondre aux revendications.

www.sitecommunistes.org